

Le 1^{er} mars 2013

L'Iran : à quand la normalisation des relations avec Washington?

Par **Michel Roche**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

L'Amérique n'est plus prête à s'impliquer dans des dossiers qu'elle ne considère pas comme stratégique au Proche Orient. L'Iran constitue en revanche la véritable question stratégique dans la région; dans cette perspective, le règlement du dossier nucléaire est une priorité pour Washington. La position de Washington telle que M. Obama l'a rappelé dans son discours sur l'état de l'Union, est que les Etats-Unis ne permettront pas à Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

Concrètement ceci implique que la négociation diplomatique avec l'Iran se poursuit dans le cadre du 5+1 ; parallèlement les sanctions sont non seulement maintenues, mais leur renforcement est également à l'ordre du jour. Si la possibilité d'une frappe n'est pas exclue en dernier ressort, le langage officiel est toutefois devenu très discret sur ce point.

Les discussions difficiles avec les Israéliens qui ont émaillé l'année 2012 ont été l'occasion de rappeler avec force que c'est Washington qui pilote le dossier. Deux conséquences sont apparues clairement : la sécurité d'Israël est jugée de niveau suffisant et ne constitue donc plus un dossier prioritaire, en dépit de la surenchère de M. Nethanyahou ; si l'option militaire vis-à-vis de l'Iran n'a pas disparu des scénarios, elle n'est pas d'actualité.

De son côté, l'Iran poursuit son programme d'enrichissement, en maintenant qu'il est dans son droit ; il se déclare toutefois hostile par principe à l'égard de l'arme nucléaire et plaide pour l'instauration d'une zone dénucléarisée au Proche Orient. L'Imam Khamenei a pu ainsi déclarer récemment que les armes atomiques doivent être supprimées, ajoutant que si l'Iran décidait d'en construire une, les Etats-Unis ne pourraient pas l'en empêcher. Cette seconde partie de la déclaration iranienne est assez nouvelle ; elle est considérée comme une réponse à la position exprimée par M. Obama.

Durant son premier mandat le Président américain a essayé d'établir un certain niveau de compréhension vis-à-vis de Téhéran. En avril 2012 M. Obama a fait savoir à l'Imam Khamenei qu'en échange de certaines garanties, il pourrait accepter que Téhéran poursuive un programme nucléaire civil. Mais ce message tout comme les précédents, s'est heurté à une fin de non-recevoir, Téhéran estimant que l'offre qui n'était pas accompagnée de propositions concrètes était insuffisante.

Les discussions à 5+1 ont donc repris, mais dans un climat moins marqué par un esprit de confrontation et le premier round vient de se terminer à Almaty à la satisfaction affichée des partenaires. Les Occidentaux ont mis une pression moins grande sur Téhéran en ne demandant plus la fermeture de l'usine de Fordo où l'uranium est enrichi, mais simplement l'arrêt du programme ; des allègements de sanctions ont aussi été évoqués. Les négociations vont se poursuivre en mars et avril. Il n'y a pas de percée, mais le fait que les discussions se poursuivent constitue en soi un résultat positif.

Il reste maintenant à attendre pour voir si les plus hautes autorités iraniennes vont donner leur accord à la poursuite des discussions sur ces bases.

Alors que le climat semble un peu moins hostile vis-à-vis de Téhéran une réflexion s'est engagée au niveau des experts à Washington qui met en doute la portée des sanctions et s'interroge sur la possibilité d'un changement radical de politique avec l'Iran, sur le modèle de ce que les Etats Unis avaient avec la Chine au début des années 70.

Le moteur de cette réflexion est M. Leverett directeur du Center for National Interest qui vient de publier un livre intitulé « Going to Téhéran ». Le Huffington magazine lui a récemment ouvert ses colonnes. Les arguments qu'il avance sont les suivants : les Etats Unis n'ont pas les moyens de contrôler l'Iran ; les sanctions sont inefficaces ; si Téhéran a décidé d'accéder à l'arme nucléaire il ne sera pas possible de l'empêcher. Il constate par ailleurs que les Etats Unis sont dans une situation de déclin relatif et leur image s'est fortement dégradée dans le monde arabe, alors même que celle de l'Iran s'est renforcée. Aussi Washington aurait-il intérêt à reconnaître la légitimité du régime iranien, et accepter l'idée que ce pays est appelé devenir l'un des acteurs importants de la région.

Vu d'Europe on pourrait ajouter à ces interrogations le prix des sanctions pour les économies occidentales. On rappellera que le pétrole iranien continue à être exporté en Inde, au Pakistan, en Corée, au Japon et en Chine. Il est transporté par des navires non occidentaux qui sont désormais assurés par des compagnies asiatiques ; les Lloyds de Londres ont ainsi perdu le monopole de l'assurance dans ce domaine.

Une autre question a discrètement été soulevée dans la presse américaine : celle de savoir si la toute récente explosion nucléaire en Corée du Nord ne serait pas le résultat d'une collaboration avec l'Iran. La question est d'une portée essentielle : la réalisation d'un test nucléaire constitue en effet l'étape qui permet à un Etat d'accéder aux connaissances indispensables pour la fabrication d'une arme. En d'autres termes si la réponse à cette question est positive la conséquence pourrait bien être que les Occidentaux auraient non seulement échoué à empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire mais aussi que leur détermination pourrait avoir poussé le régime iranien à aller de l'avant.

Pour le moment l'heure est à la reprise des négociations à 5+1 et au renforcement des sanctions. Cette double approche peut paraître illogique alors que les négociateurs américains eux-mêmes ont évoqué la possibilité d'un allègement. Elle signifie très probablement que le Congrès n'a pas évolué sur ce dossier et les difficultés rencontrées lors de la nomination du nouveau secrétaire d'Etat à la Défense laissent entrevoir les obstacles qui pourraient se présenter. Mais il est également certain que ni la Chine ni l'Inde ne sont disposées à accepter que leurs importations de brut iranien soient affectées par un renforcement des sanctions. Et quand on sait l'importance que Washington accorde désormais à l'Asie, il est fort probable que cet argument entrera en ligne de compte

La question concerne tout autant les Européens auxquels les congressistes américains ont demandé de renforcer les sanctions. Ils devront d'autant plus s'en souvenir que tout porte à croire que le moment venu les véritables négociations avec l'Iran seront bilatérales.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)